



# CANILLITA

Mars 2016

## COUP D'ETAT ECONOMIQUE



Le député national pour le Front pour la Victoire et ancien ministre de l'économie **Axel Kicillof** a publié une déclaration dans laquelle il dénonce la stratégie économique du gouvernement de Mauricio Macri au détriment du peuple. Pendant les deux premiers mois de gouvernement, Macri conduit le pays à « **des redoutables mesures contre les majorités et des avantages pour une petite minorité.** »

L'économiste **Ernesto Mattos** souligne « **ces chocs de la peur économique mis en œuvre par le gouvernement de Macri, avec de grandes hausses de taux, dévaluation, augmentations du prix de**

*l'alimentaire, marquent une défaite dans le pouvoir d'achat des travailleurs et réduisent à néant toutes les luttes qu'ils ont combattu ces dernières années* ». Il a noté que « *ce gouvernement poursuit un coup économique pour empêcher toute organisation des travailleurs* ».

Source : **InfoBaires24**



Plus de 40 000 personnes ont défilé le 24 février pour protester contre les licenciements massifs et le démantèlement de l'Etat. Répudiant le nouveau protocole de sécurité, la criminalisation de la protestation sociale, ils sont demandés la libération immédiate de la prisonnière politique **Milagro Salas**. Source : **CTA.org**

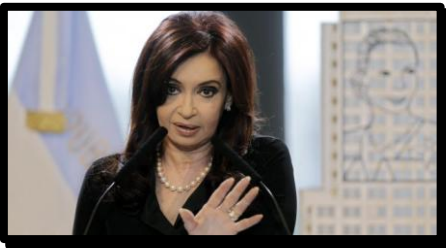
Les députés du Front pour la Victoire ont déposé un recours contre les résolutions du gouvernement concernant les méga hausses des tarifs de gaz/électricité qui atteignent plus de 500%. Selon la Constitution, ces mesures doivent faire l'objet d'audiences publiques. Source : **Pagina12**

Macri et plusieurs créanciers « fonds vau-tour » ont signé un accord de principe qui ouvre la voie pour résoudre un litige qui a duré 15 ans. La bataille du siècle en matière de dette souveraine, avec les Lois **Cerrojo** et **Pago Soberano**. Lors de l'ouverture des sessions du Congrès ce 1<sup>er</sup> mars, Macri a demandé la dérogation de ces lois qui étaient devenues un exemple international. Le gouvernement de Macri paiera 5 milliards de dollars, on parle d'une levée de dette de 15 milliards, la plus importante dette en 20 ans d'un pays en développement. Source : **Financial Times**



Le prochain 24 Mars va être très différent de ceux de ces dernières années. Alors que la politique officielle et le président n'ont aucun contact avec les organisations de DD.HH, le message est de plus en plus clair. Lorsque la visite du président des États-Unis coïncide avec une date emblématique qui permet de ne pas oublier la mise en œuvre d'une politique répressive et d'extermination des forces populaires lors de la dernière dictature. Le **Plan Condor** a été commandité par les EE.UU et perpétré dans plusieurs pays d'Amérique du Sud pendant les années 70. En Argentine, le *plan de réorganisation national* débute le 24 mars 197 et jusqu'à 1983 30 000 personnes ont disparu, des milliers assassinées, violées et des enfants volés. Depuis, le pays est devenu un symbole grâce à la lutte des Mères de la Place de Mai, qui cherchent sans relâche la vérité sur la disparition de leurs enfants. Nombreuses critiques ont brandi de la part des organisations populaires, elles répudient la visite du président américain. *Source : En orsai*

## CFK le retour



L'ancien présidente Cristina Fernandez de Kirchner révèle les derniers détails sur son retour sur la scène politique. L'**Institut Patrie** sera une agence d'information, l'ancien Secrétaire Général de la Présidence, Oscar Parrilli a enregistré le nom de domaine sur Internet "*institutopatria.com.ar*". Cristina Fernández a mis en place cette plateforme politique qui aura une portée internationale et comptera avec la participation de plusieurs personnalités du milieu journalistique, artistique et politique. Le départ est prévu au cours du mois de mars 2016. *Source : Aerom.com*

## ETAT D'URGENCE EMPLOI



Déclarer l'état d'urgence pour les emplois en Argentine. Avec cette déclaration pour l'emploi on espère suspendre les licenciements sans motif pendant un an. Le projet a été présenté cette semaine par l'e député de l'opposition Adrian Eduardo Grana (FPV) et prévoit suspendre les licenciements injustifiés, le cas contraire l'employeur devra doubler l'indemnisation. *Source : Notienred*

## Hollande et la droite argentine



Mauricio Macri a reçu son homologue, François Hollande, à la Casa Rosada où ils ont signé 20 accords bilatéraux et ont donné une conférence de presse conjointe. Hollande a indiqué que **« Macri a ouvert un nouveau chapitre en Argentine, pour être plus ouvert et plus crédible et la France veut aider. »**

Macri a annoncé que Hollande était prêt à collaborer dans la lutte contre le trafic de drogue, signant un accord avec l'École des Hautes études de sécurité de France. **« Nous devons travailler ensemble dans la défense de la démocratie, les droits de l'homme et de l'inclusion »**, puis il a ajouté que **« l'idée est d'approfondir les relations politiques et de renforcer les relations**

**d'affaires »**. Des échanges dans le domaine agricole, et il a également proposé une «feuille de route économique» et encouragé à faire des «efforts» pour les réfugiés syriens, car une grande communauté syrienne et libanaise réside en Argentine. *Source : Telesur*

## ETAT D'URGENCE SECURITE



La Ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, a rencontré le directeur du FBI James Comey, qui a exprimé son intention de reprendre la "coopération dans l'échange d'informations, du renseignement et de la formation des forces fédérales efficaces". Les responsables de l'organisme américain d'enquête ont souligné l'importance des programmes de formation du FBI, qui, **« au cours des dix dernières années, les agents argentins n'ont pas assisté »**. *Source : Politica argentina.com*



Le nouvel protocole de sécurité donne plans pouvoirs aux forces de l'ordre face aux actions à mener dans les manifestations pour réprimer et criminaliser. Puis, selon cette résolution les journalistes devraient **« faire leur travail dans un secteur autorisé par la police »**. L'un des aspects les plus graves de la résolution est que désormais la police est habilitée à utiliser les armes à feu dans les manifestations. *Source : Telesur*